

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1887

[C — 2000/29227]

30 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire et les dispositions réglementaires applicables à leur programmation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12bis, inséré par la loi du 11 juillet 1973, l'article 28, 3° et l'article 29, modifié par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986,

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 19, § 3, l'article 24, alinéa 1^{er}, 1° et 3° et l'article 29;

Vu le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, notamment ses articles 2, et 6;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre notamment ses articles 43, 44 et 45;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment ses articles 19 et 26;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment son article 13;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire;

Vu la proposition reçue du Conseil général réuni en date du 28 octobre 1999;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs le 26 janvier 2000;

Vu le protocole du 31 janvier 2000 du Comité du secteur I : et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 décembre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 décembre 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 10 février 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 13 mars 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire;

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Modifications de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Article 1^{er}. Dans l'article 19 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions classe les différentes options organisées dans les septièmes années organisées à l'issue du troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel en options :

1° dont l'accès est limité aux élèves porteurs d'un certificat de qualification particulier qu'il fixe;

2° dont l'accès est limité aux élèves porteurs d'un des certificats de qualification qu'il fixe;

3° dont l'accès ouvert à tous les élèves qui ont réussi une sixième année de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Le Ministre fixe également les options qui sont accessibles aux élèves qui ont terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement technique de transition, en fonction du répertoire des options formant l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement technique dans l'option « aspirant en nursing » et les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement professionnel dans l'option « puériculture » sont admis en septième année de l'enseignement professionnel dans l'option « puéricultrice ».

Par dérogation au même alinéa, les élèves qui ont terminé avec fruit la sixième année d'études de l'enseignement technique dans l'option « arts plastiques » sont admis en septième année de l'enseignement technique de qualification, dans l'option « technicien en multimédia ».

Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions peut autoriser l'accès des élèves visés aux alinéas 3 et 4 à d'autres options qu'il fixe. Il peut également autoriser l'accès à des options débouchant sur un certificat de qualification, dans le respect des conditions d'admission, aux élèves qui ont terminé avec fruit une sixième année d'études dans une option classée NP dans le répertoire des options formant l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 précité.

Art. 2. A l'article 26 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 3°, est complété par les mots suivants : « lorsque l'option suivie correspond à un profil de formation »;

2° le § 1^{er}, 4°, est complété par les mots suivants : « lorsque l'option suivie correspond à un profil de formation »;

3° le § 1^{er}, 5°, est complété par les mots suivants : « lorsque l'option suivie correspond à un profil de formation »;

4° l'article est complété par la disposition suivante :

« § 3. Les septièmes années de perfectionnement ou de spécialisation au terme desquelles il n'est pas délivré de certificat de qualification sont sanctionnées par une attestation de compétences complémentaires au certificat de qualification qui a permis l'accès à cette année de perfectionnement ou de spécialisation. »

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 3. A l'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, point 8, les mots « 84. Optique, acoustique et prothèse dentaire » sont remplacés par les mots « 84. Education physique »;

2° au § 1^{er}, point 9, les mots « 92. Education physique » sont remplacés par les mots « 92. Optique, acoustique et prothèse dentaire »;

3° au § 2, les mots « et du groupe "optique, acoustique et prothèse dentaire" » sont insérés entre le mot « Chimie » et les mots « dans le secteur 9 »;

4° au § 4, les mots « les groupes "services paramédicaux", "optique, acoustique et prothèse dentaire" et "services sociaux et familiaux" dans le secteur "services aux personnes" et le groupe "chimie" dans le secteur "sciences appliquées" » sont remplacés par « les groupes "services paramédicaux", et "services sociaux et familiaux" dans le secteur "services aux personnes" et les groupes "chimie" et "optique, acoustique et prothèse dentaire" dans le secteur "sciences appliquées" ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 4. L'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par l'arrêté du 14 juin 1993, est complété par un §7 rédigé comme suit :

« § 7. Avant le 31 mars de chaque année, le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire se prononce et donne un avis favorable ou défavorable sur les projets de création d'options strictement réservées, pour lesquels les conseils de zone de l'un ou l'autre caractère ont rendu un avis favorable Il communique ses avis au Ministre. »

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire*

Art. 5. A l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, le mot « précédée » est remplacé par le mot « suivie ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement du 11 avril 1996, est rétabli dans la version suivante :

« Article 6. Constituent des options strictement réservées les options dont la création est subordonnée à l'avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Dans l'annexe II, les options strictement réservées sont celles dont la dénomination est suivie de la mention R2. »

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. Dans l'annexe II, les options suivies de la mention A ne sont organisées ou subventionnées que sous la forme de l'enseignement à horaire réduit, conformément au décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit. »

Art. 8. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. § 1^{er}. Au deuxième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel, ne peuvent être organisées ou subventionnées à partir du 1^{er} septembre 2001, dans la première année, que les options qui figurent à l'annexe II.

§ 2. Au troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel, ne peuvent plus être organisées ou subventionnées à partir du 1^{er} septembre 2001, dans la première année du degré, les options qu'un établissement choisit de transformer en une des options suivantes :

Technicien en horticulture;

Ouvrier qualifié en horticulture;

Technicien en informatique;

Technicien en usinage;

Menuisier;

Employé en hôtellerie et restauration;

Technicien de bureau;

Puéricultrice;

Technicien des industries chimiques;

Ebéniste;

Equipier polyvalent en restauration;

Boucher — charcutier;
 Coiffeur;
 Assistant pharmaceutico-technique;
 Ouvrier qualifié en construction gros-œuvre;
 Esthéticienne;
 Conducteur de machines de fabrication de produits textiles;
 Puériculture.

Dans la première année du troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel, ne peuvent être organisées ou subventionnées à partir du 1^{er} septembre 2002 que les options qui figurent à l'annexe II pour autant que les profils de formation correspondants aient été approuvés avant le 31 décembre 2000. Dans le cas contraire, le délai est reporté au 1^{er} septembre de l'année qui suit l'année d'approbation du profil.

§ 3 Le présent article ne s'applique pas aux septièmes années de perfectionnement ou de spécialisation ni à la septième année organisée au terme du troisième degré de l'enseignement professionnel en vue de délivrer le certificat d'enseignement secondaire supérieur sans que soit en outre délivré un certificat de qualification, aussi longtemps qu'elles ne sont pas reprises dans l'annexe II.

§ 4. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions peut, sur proposition du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire insérer dans l'annexe II les options organisées en septième année de l'enseignement technique de qualification ou de l'enseignement professionnel pour autant que ces options mettent en œuvre un profil de formation spécifique. »

Art. 9. Dans l'annexe I du même arrêté, modifiée par l'arrêté du 5 septembre 1994, les mots « 92. Education physique » et « 92. Sport-Etudes R » sont remplacés par les mots « 84. Education physique » et « 84 Sport-Etudes R ».

Art. 10. L'annexe II du même arrêté modifiée par l'arrêté du 5 septembre 1994, est remplacée par la première annexe remplaçant l'annexe II.

Art. 11. L'annexe III du même arrêté, modifiée par l'arrêté du 5 septembre 1994, est remplacée par la deuxième annexe remplaçant l'annexe III.

Art. 12. Les annexes IV et V du même arrêté, modifiées par l'arrêté du 5 septembre 1994, sont supprimées.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux transformations*

Art. 13. Les options de base groupées organisées ou subventionnées dans l'enseignement technique et dans l'enseignement professionnel et qui ne sont pas reprises aux annexes I et II de l'arrêté du Gouvernement du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire, peuvent être transformées pour s'y conformer, en application de la table de transformation des options groupées dans l'enseignement secondaire qui figure en annexe III du même arrêté.

Les transformations visées à l'alinéa 1^{er} ne constituent pas des créations. Elles ne nécessitent pas l'introduction d'un nouveau dossier d'admission aux subventions.

Lorsqu'il existe, pour une même option de base groupée, plusieurs possibilités de transformation, une seule bénéficie des dispositions de l'alinéa 2. En outre, le choix de l'option en laquelle l'option est transformée requiert l'avis favorable du comité de concertation concerné.

Art. 14. Dans l'enseignement subventionné, à leur demande, les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de professeur de pratique professionnelle ou de cours techniques ou de cours techniques et de pratique professionnelle, dont la charge a compris, pendant l'année scolaire qui précède la transformation, des cours de pratique professionnelle, des cours techniques ou des cours techniques et de pratique professionnelle dans une option qui est transformée conformément à l'annexe III visée à l'article 11 sont réputés avoir acquis l'expérience utile pour les cours de la même spécialité organisés dans la seule nouvelle option résultant de la transformation, même si celle-ci est d'une autre forme ou d'une autre section.

Dans l'enseignement subventionné, à leur demande, les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dont la charge a compris, pendant l'année scolaire 1999-2000 ou pendant celle qui précède la transformation, des cours dans une option qui est transformée à l'annexe III visée à l'article 11, sont réputés posséder les titres de capacité pour enseigner les cours de la même discipline ou de la même spécialité qui leur seraient confiés dans la seule nouvelle option résultant de la transformation. Ils conservent, sous les nouveaux intitulés d'options ou de cours, le bénéfice de leur nomination ou de leur engagement à titre définitif sous l'ancien intitulé.

L'application de l'alinéa 2, ne peut porter préjudice aux membres du personnel porteurs des titres de capacité requis.

Les membres du personnel qui bénéficient des assimilations visées aux alinéas 1^{er} et 2 conservent l'échelle barémique qui leur était attribuée avant la transformation si elle est plus favorable que celle à laquelle leurs titres leur donnent droit.

Art. 15. Au premier septembre 2000, seules peuvent être transformées les options de l'ancien répertoire devenant les options visées à l'article 14, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

En outre, les transformations visées à l'alinéa 1^{er} requièrent l'avis favorable du comité de concertation concerné.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 16. Pour les programmations d'options au 1^{er} septembre 2000, l'échéance du 1^{er} février visée au § 2 de l'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice est reporté au 7 avril 2000, celle du 20 février, visée au § 3 du même article, est reportée au 12 mai 2000, celle du 31 mars, visée au § 5 est reportée au 1^{er} juin 2000 et celle du 31 mars visée au § 7 est reportée au 30 avril 2000.

Art. 17. Au 1^{er} septembre 2000, ne pourront être programmées dans la première année du troisième degré que les options visées à l'article 14, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire.

En outre, tous les projets de programmation seront soumis au comité de concertation concerné et aucune option ne pourra être créée sans l'avis favorable de ce dernier. De plus, les options strictement réservées requièrent l'avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pourront aussi être programmées, conformément à l'alinéa 2, les options du troisième degré faisant partie du répertoire des options fixé par l'annexe II du même arrêté en vigueur la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ci-après nommé « l'ancien répertoire », lorsqu'elles sont la suite logique au troisième degré de programmations autorisées auparavant au deuxième degré. Le projet de programmation comprendra nécessairement la mention de l'option du répertoire des options en laquelle se transformera ultérieurement cette option de l'ancien répertoire. Si l'option en laquelle l'option de l'ancien répertoire se transforme est une option strictement réservée, l'avis favorable du Conseil général de concertation sera requis, conformément à l'article 27, § 7, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pourront aussi être programmées, conformément à l'alinéa 2, les options du troisième degré faisant partie de l'ancien répertoire, lorsqu'elles sont actuellement organisées ou subventionnées dans l'établissement concerné et qu'elles tombent sous la norme de maintien pour la seconde fois. S'il échet, le projet de programmation comprendra nécessairement la mention de l'option du répertoire des options en laquelle se transformera ultérieurement cette option de l'ancien répertoire. Si l'option en laquelle l'option de l'ancien répertoire se transforme est une option strictement réservée, l'avis favorable du Conseil général de concertation ne sera pas requis.

Art. 18. Au 1^{er} septembre 2001, tous les projets de programmation seront soumis au comité de concertation concerné et aucune option ne pourra être créée sans l'avis favorable de ce dernier. De plus, les options strictement réservées requièrent l'avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire.

Pourront aussi être programmées, conformément à l'alinéa 1^{er}, les options du troisième degré faisant partie de l'ancien répertoire, lorsqu'elles sont la suite logique au troisième degré de programmations autorisées auparavant au deuxième degré. Le projet de programmation comprendra nécessairement la mention de l'option du répertoire des options en laquelle se transformera ultérieurement cette option de l'ancien répertoire. Si l'option en laquelle l'option de l'ancien répertoire se transforme est une option strictement réservée, l'avis favorable du Conseil général de concertation sera requis, conformément à l'article 27, § 7, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Pourront en outre être programmées, conformément à l'alinéa 1^{er}, les options du troisième degré faisant partie de l'ancien répertoire, lorsqu'elles sont actuellement organisées ou subventionnées dans l'établissement concerné et qu'elles tombent sous la norme de maintien pour la seconde fois. S'il échet, le projet de programmation comprendra nécessairement la mention de l'option du répertoire des options en laquelle se transformera ultérieurement cette option de l'ancien répertoire. Si l'option en laquelle l'option de l'ancien répertoire se transforme est une option strictement réservée, l'avis favorable du Conseil général de concertation ne sera pas requis.

S'il échet, les dispositions des alinéas 2 et 3 restent d'application au 1^{er} septembre 2002 pour les options dont les profils de formation n'auraient pas été confirmés par le Parlement avant le 31 décembre 2000.

Art. 19. Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base de l'enseignement secondaire, les élèves qui ont réussi au plus tard au terme de l'année scolaire 2000-2001 la troisième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans l'option « techniques de la boucherie-charcuterie » ou dans l'option « techniques de la coiffure » ou dans l'option « techniques de la boulangerie-pâtisserie » sont autorisés à suivre la quatrième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans la même option au plus tard durant l'année scolaire 2001-2002.

Les élèves qui ont réussi au plus tard au terme de l'année scolaire 2001-2002 la quatrième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans l'option « techniques de la boucherie-charcuterie » ou dans l'option « techniques de la coiffure » ou dans l'option « techniques de la boulangerie-pâtisserie » sont autorisés à suivre la cinquième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans la même option au plus tard durant l'année scolaire 2002-2003.

Les élèves qui ont réussi au plus tard au terme de l'année scolaire 2002-2003 la cinquième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans l'option « techniques de la boucherie-charcuterie » ou dans l'option « techniques de la coiffure » ou dans l'option « techniques de la boulangerie-pâtisserie-chocolaterie » sont autorisés à suivre la sixième année d'études de l'enseignement technique de qualification dans la même option au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2000, à l'exception de l'article 2, dont le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur.

Art. 21. Le Ministre de l'Enseignement secondaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 mars 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire,

P. HAZETTE

Première annexe remplaçant l'annexe II

Options de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel

Secteur 1. Agronomie	
Technique	Professionnel
2e degré	
11 D2 TQ Agriculture R	11 D2 P Agriculture et maintenance du matériel R
11 D2 TQ Agronomie R	14 D2 P Equitation R ²
11 D2 TQ Horticulture R	12 D2 P Horticulture et maintenance du matériel R
3e degré	
13 D3 TQ Agent technique de la nature et des forêts R ²	14 D3 P Aide-moniteur d'équitation R ²
11 D3 TQ Technicien en agriculture	11 D3 P Ouvrier qualifié en agriculture
13 D3 TQ Technicien en environnement	12 D3 P Ouvrier qualifié en horticulture
12 D3 TQ Technicien en horticulture	

Secteur 2. Industrie	
Technique	Professionnel
2e degré	
23 D2 TQ Electromécanique R	26 D2 P Armurerie R ²
23 D2 TQ Industrie graphique R	26 D2 P Batellerie R ²
25 D2 TQ Mécanique automobile R	21 D2 P Electricité R
	26 NP D2 P Electroménager et matériel de bureau
	26 D2 P Horlogerie R ²
	23 D2 P Imprimerie R
	25 D2 P Mécanique garage R
	23 D2 P Mécanique polyvalente R
3e degré	
24 D3 TQ Electricien automatique	26 D3 P Armurier R ²
24 D3 TQ Mécanicien automatique	26 D3 P Batelier A - R ²
25 D3 TQ Technicien de l'automobile	27 D3 P Carrossier
22 D3 TQ Technicien en électronique	26 D3 P Conducteur poids lourds R ²
23 D3 TQ Technicien en industrie graphique	21 D3 P Electricien installateur-monteur
22D3 TQ Technicien en informatique R ²	23 NP D3 P Electroménager et matériel de bureau
23 D3 TQ Technicien en usinage	26 D3 P Horloger R ²
27 D3 TQ Technicien plasturgiste R ²	23 D3 P Mécanicien d'entretien
	25 D3 P Mécanicien garagiste
	26 D3 P Métallier-soudeur
	23 D3 P Opérateur impression-finition

Secteur 3. Construction	
Technique	Professionnel
2e degré	
32 D2 TQ Construction R	31 D2 P Bois R
31 D2 TQ Industrie du bois R	33 D2 P Construction-gros œuvre R
	34 D2 P Equipement du bâtiment R
3e degré	
32 D3 TQ Dessinateur en construction R ²	35 D3 P Carreleur A
31 D3 TQ Technicien des industries du bois R ²	32 D3 P Couvreur
32 D3 TQ Technicien en construction et travaux publics	32 D3 P Conducteur d'engins de chantier R ²
34 D3 TQ Technicien en équipements thermiques	31 D3 P Ebéniste R ²
	34 D3 P Installateur en sanitaire et en chauffage
	31 D3 P Menuisier
	33 D3 P Ouvrier qualifié en construction-gros œuvre
	35 D3 P Peintre
	35 D3 P Plafonneur A
	31 D3 P Sculpteur sur bois R ²
	33 D3 P Tailleur de pierre-marbrier R ²

Secteur 4. Hôtellerie — Alimentation	
Technique	Professionnel
2e degré	
41 D2 TQ Restauration R ²	42 D2 P Boucherie-charcuterie R ²
	43 D2 P Boulangerie-pâtisserie R ²
	41 D2 P Cuisine et salle R ²
3e degré	
41 D3 TQ Employé en hôtellerie et restauration R ²	42 D3 P Boucher-charcutier R ²
	43 D3 P Boulanger-pâtissier R ²
	41 D3 P Commis en cuisine et salle R ²
	41 D3 P Equipier polyvalent en restauration

Secteur 5. Habillement et textile	
Technique	Professionnel
2e degré	
52 D2 TQ Mode et habillement R	52 D2 P Confection R
	52 D2 P Travail du cuir R ²
3e degré	
52 D3 TQ Agent technique en mode et création	52 D3 P Agent qualifié en confection
51 D3 TQ Conducteur de machines de fabrication de produits textiles R ²	52 D3 P Cordonnier A-R ²
	52 D3 P Vendeur-retoucheur

Secteur 6. Arts appliqués	
Technique	Professionnel
	2e degré
61 D2 TQ Techniques artistiques R	61 D2 P Arts appliqués R 64 D2 P Gravure-bijouterie R ²
	3e degré
61 NP D3 TQ Art et structure de l'habitat	61 D3 P Assistant en décoration
61 D3 TQ Arts plastiques	61 D3 P Assistant en publicité R ²
62 D3 TQ Technicien en infographie	64 D3 P Bijoutier-joaillier R ²
62 D3 TQ Technicien en photographie	64 D3 P Graveur-ciseleur R ²

Secteur 7. Economie	
Technique	Professionnel
	2e degré
71 D2 TQ Gestion R	72 D2 P Travaux de bureau R
74 D2 TQ Secrétariat-tourisme R	71 D2 P Vente R
	3e degré
74 D3 TQ Agent en accueil et tourisme	74 D3 P Auxiliaire de bureau et d'accueil
71 D3 TQ Technicien en comptabilité	71 D3 P Vendeur
71 D3 TQ Technicien commercial	
72 D3 TQ Technicien de bureau	

Secteur 8. Services aux personnes	
Technique	Professionnel
	2e degré
83 D2 TQ Bio-esthétique R	83 D2 P Coiffure R
81 D2 TQ Techniques sociales R	81 D2 P Services sociaux R 83 NP D2 P Soins de beauté
	3e degré
81 D3 TQ Agent d'éducation	81 D3 P Auxiliaire familiale et sanitaire
81 D3 TQ Agent social	83 D3 P Coiffeur
84 D3 TQ Animateur	82 D3 P Puériculture
82 D3 TQ Aspirant en nursing	83 NP D3 P Soins de beauté
83 D3 TQ Esthéticienne	

Secteur 9. Sciences appliquées	
Technique	Professionnel
	2e degré
92 D2 TQ Micro-technique R ²	
91 D2 TQ Techniques sciences R	
	3e degré
92 D3 TQ Acousticien R ²	
93 D3 TQ Assistant pharmaceutico-technique	
92 D3 TQ Opticien R ²	
92 D3 TQ Prothésiste dentaire R ²	
93 D3 TQ Technicien des industries agro-alimentaires	
93 D3 TQ Technicien des industries chimiques	

Vu pour être annexé à notre arrêté du 30 mars 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement secondaire,

P. HAZETTE

Deuxième annexe remplaçant l'annexe III

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
1	11	D2 P	Agriculture et maintenance de matériel R	↔	D2 P Agriculture et maintenance de matériel
1	11	D2 TQ	Agriculture R	↔	D2 TQ Agriculture
1	11	D2 TQ	Agronomie R	↔	D2 TQ Agriculture R
1	11	D2 TQ	Agronomie R	↔	D2 TQ Horticulture R
1	11	D2 TQ	Agronomie R	↔	D2 TQ Agronomie R
1	12	D2 P	Horticulture et maintenance de matériel R	↔	D2 P Horticulture et maintenance de matériel
1	12	D2 TQ	Horticulture R	↔	D2 TQ Horticulture R
1	14	D2 P	Equitation R2	↔	D2 P Elevage-Equitation NP
2	21	D2 P	Electricité R	↔	D2 P Installations électriques
2	21	D2 P	Electricité R	↔	D2 P Fine électromécanique R
2	23	D2 TQ	Electromécanique R	↔	D2 TQ Electromécanique
2	23	D2 TQ	Electromécanique R	↔	D2 TQ Micro-technique R
2	23	D2 TQ	Electromécanique R	↔	D2 TQ Modelage et plasturgie R
2	23	D2 P	Imprimerie (secteur 2)	↔	D2 P Imprimerie R
2	23	D2 P	Imprimerie R	↔	D2 P Imprimerie (secteur 6)
2	23	D2 TQ	Industrie graphique R	↔	D2 TQ Industrie graphique (secteur 6)
2	23	D2 TQ	Industrie graphie (secteur 2)	↔	D2 TQ Industrie graphique R
2	23	D2 P	Mécanique polyvalente R	↔	D2 P Construction métallique soudage
2	23	D2 P	Mécanique polyvalente R	↔	D2 P Cycles, motos, petits engins NP
2	23	D2 P	Mécanique polyvalente R	↔	D2 P Fine électromécanique R
2	23	D2 P	Mécanique polyvalente R	↔	D2 P Mécanique polyvalente
2	25	D2 TQ	Mécanique automobile R	↔	D2 TQ Mécanique automobile
2	25	D2 P	Mécanique garage R	↔	D2 P Cycles, motos, petits engins NP
2	25	D2 P	Mécanique garage R	↔	D2 P Mécanique : garage-carrosserie
2	26	D2 P	Armurerie R2	↔	D2 P Armurerie R
2	26	D2 P	Batellerie R2	↔	D2 P Batellerie R
2	26	D2 P	Electroménager et matériel du bureau NP	↔	D2 P Fine électromécanique R
2	26	D2 P	Horlogerie - R2	↔	D2 P Fine mécanique-horlogerie
2	26	D2 P	Horlogerie - R2	↔	D2 P Micro-technique R
3	31	D2 P	Bois R	↔	D2 P Bois
3	31	D2 P	Bois R	↔	D2 P Ebénisterie R
3	31	D2 TQ	Industrie du bois R	↔	D2 TQ Industrie du bois
3	31	D2 TQ	Industrie du bois R	↔	D2 TQ Industrie et art du meuble R
3	32	D2 TQ	Construction R	↔	D2 TQ Travaux publics et construction
3	33	D2 P	Construction-gros œuvre R	↔	D2 P Construction-gros œuvre
3	33	D2 P	Construction-gros œuvre R	↔	D2 P Parachèvement du bâtiment
3	34	D2 P	Equipement du bâtiment R	↔	D2 P Parachèvement du bâtiment

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
3	34	D2 P	Equipement du bâtiment R	↔	D2 P Equipement du bâtiment : zinguerie - sanitaire - travaux sur tuyauterie
4	41	D2 P	Cuisine et salle R2	↔	D2 P Cuisine
4	41	D2 P	Cuisine et salle R2	↔	D2 P Hôtellerie-restauration
4	41	D2 TQ	Restauration R2	↔	D2 TQ Hôtellerie
4	42	D2 P	Boucherie-charcuterie R2	↔	D2 P Boucherie-charcuterie
4	42	D2 P	Boucherie-charcuterie R2	↔	D2 TQ Techniques de la boucherie-charcuterie R
4	43	D2 P	Boulangerie-pâtisserie R2	↔	D2 P Boulangerie-pâtisserie
4	43	D2 P	Boulangerie-pâtisserie R2	↔	D2 TQ Techniques de la boulangerie-pâtisserie R
5	52	D2 P	Confection R	↔	D2 P Confection bonneterie NP
5	52	D2 P	Confection R	↔	D2 P Décoration et ameublement R
5	52	D2 P	Confection R	↔	D2 P Décoration et ameublement R
5	52	D2 P	Confection R	↔	D2 P Habillement
5	52	D2 TQ	Mode et habillement R	↔	D2 TQ Mode et habillement
5	52	D2 P	Travail du cuir R2	↔	D2 P Travail du cuir R
6	61	D2 P	Arts appliqués R	↔	D2 P Arts appliqués
6	61	D2 P	Arts appliqués R	↔	D2 P Décoration d'intérieur
6	61	D2 P	Arts appliqués R	↔	D2 P Décoration et ameublement R (secteur 5)
6	61	D2 P	Arts appliqués R	↔	D2 P Vente-étalage (secteur 7)
6	61	D2 P	Arts appliqués R (secteur 6)	↔	D2 P Décoration et ameublement R
6	61	D2 P	Arts appliqués R (secteur 6)	↔	D2 P Vente-étalage
6	61	D2 TQ	Techniques artistiques R	↔	D2 TQ Arts et techniques visuelles R
6	61	D2 TQ	Techniques artistiques R	↔	D2 TQ Arts plastiques
6	64	D2 P	Gravure-bijouterie R2	↔	D2 P Gravure-bijouterie R
7	71	D2 TQ	Gestion R	↔	D2 TQ Gestion
7	71	D2 P	Vente R	↔	D2 P Vente-étalage
7	72	D2 P	Travaux de bureau R	↔	D2 P Travaux de bureau
7	74	D2 TQ	Secrétariat-tourisme R	↔	D2 TQ Langues modernes et relations publiques
7	74	D2 TQ	Secrétariat-tourisme R	↔	D2 TQ Secrétariat
8	81	D2 TTR	Sciences sociales et éducatives	↔	D2 TQ Techniques sociales
8	81	D2 P	Services sociaux R	↔	D2 P Services sociaux
8	81	D2 TQ	Techniques sociales R	↔	D2 TQ Techniques sociales
8	81	D2 TQ	Techniques sociales	↔	D2 TQ Education physique et animation-socio-culturelle (secteur 9)
8	83	D2 TQ	Bio-esthétique R	↔	D2 TQ Bio-esthétique R
8	83	D2 TQ	Bio-esthétique R	↔	D2 P Soins de beauté NP
8	83	D2 TQ	Bio-esthétique R	↔	D2 TQ Techniques de la coiffure R
8	83	D2 P	Coiffure R	↔	D2 P Coiffure

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
8	83	D2 P	Coiffure R	↔	D2 TQ Techniques de la coiffure R
8	83	D2 P	Coiffure R	↔	D2 P Soins de beauté NP
8	83	D2 P	Soins de beauté NP	↔	D2 P Soins de beauté NP
8	84	D2 TTR	Education physique	↔	D2 TQ Education physique et animation socio-culturelle
9	91	D2 TQ	Micro-technique R2 (secteur 9)	↔	D2 TQ Micro-technique R
9	91	D2 TQ	Micro-technique R2	↔	D2 TQ Micro-technique R (secteur 2)
9	91	D2 TQ	Techniques sciences R	↔	D2 TQ Techniques sciences
9	91	D2 TQ	Techniques sciences R	↔	D2 TQ Education physique et animation socio-culturelle
8	81	D2 TQ	Techniques sociales R (secteur 8)	↔	D2 TQ Education physique et animation socio-culturelle
1	11	D3 TQ	Technicien en agriculture	↔	D3 TQ Agriculture
	12	D3 TQ	Technicien en horticulture	↔	D3 TQ Horticulture
	13	D3 TQ	Agent technique de la nature et des forêts R2	↔	D3 TQ Sylviculture
	13	D3 TQ	Agent technique de la nature et des forêts R2	↔	D3 TQ Exploitation forestière R
	11	D3 TQ	Technicien en environnement	↔	D3 TQ Agro-environnement
	13	D3 TQ	Agent technique de la nature et des forêts R2	↔	D3 TQ Industrie du papier NP
	13	D3 TQ	Agent technique de la nature et des forêts R2	↔	D3 TQ Foresterie-scierie NP
	13	D3 TQ	Technicien en environnement	↔	D3 TQ Techniques sciences (secteur 9)
	13	D3 TQ	Technicien en environnement	↔	D3 TQ Technicien de l'environnement (secteur 9)
	11	D3 P	Ouvrier qualifié en agriculture	↔	D3 P Agriculture et maintenance de matériel
	12	D3 P	Ouvrier qualifié en horticulture	↔	D3 P Art floral
	12	D3 P	Ouvrier qualifié en horticulture	↔	D3 P Horticulture et maintenance de matériel
	14	D3 P	Aide-moniteur d'équitation R2	↔	D3 P Elevage-équitation NP
	12	7e P	Fleuriste O	↔	D3 P Art floral
	12	7e P	Agent spécialisé en productions horticoles et décoration florale S-O	↔	D3 P Art floral
	13	7e P	Agent spécialisé en exploitation forestière et traitement des arbres S-O	↔	D3 P Exploitation forestière R
	11	D3 P	Ouvrier qualifié en agriculture	↔	D3 P Exploitation forestière R
	13	7e P	Agent spécialisé en exploitation forestière et traitement des arbres S-O	↔	D3 P Foresterie-scierie NP
	11	D3 P	Ouvrier qualifié en agriculture	↔	D3 P Foresterie-scierie NP
2	24	D3 TQ	Electricien automaticien	↔	D3 TQ Electricité industrielle
	24	D3 TQ	Electricien automaticien	↔	D3 TQ Electromécanique
	24	D3 TQ	Electricien automaticien	↔	D3 TQ Electronique industrielle
	24	D3 TQ	Electricien automaticien	↔	D3 TQ Electronique télécommunication R
	24	D3 TQ	Electricien automaticien	↔	D3 TQ Informatique industrielle R
	24	D3 TQ	Mécanicien automaticien	↔	D3 TQ Electromécanique
	24	D3 TQ	Mécanicien automaticien	↔	D3 TQ Mécanique et productique
	25	D3 TQ	Technicien de l'automobile	↔	D3 TQ Mécanique automobile

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
	22	D3 TQ	Technicien en électronique	↔	D3 TQ Electronique industrielle
	22	D3 TQ	Technicien en électronique	↔	D3 TQ Electronique télécommunication R
	22	D3 TQ	Technicien en électronique	↔	D3 TQ Micro-technique horlogerie R
	34	D3 TQ	Technicien en équipements thermiques (secteur 3)	↔	D3 TQ Industrie du froid R
	22	D3 TQ	Technicien en informatique R2	↔	D3 TQ Informatique industrielle R
	22	D3 TQ	Technicien en informatique R2	↔	D3 TQ Technicien en informatique R
°	23	D3 TQ	Technicien en industrie graphique	↔	D3 TQ Industrie graphique R (secteur 6)
	23	D3 TQ	Technicien en usinage	↔	D3 TQ Dessin industriel NP
	26	7e TQ	Dessinateur en DAO	↔	D3 TQ Dessin industriel NP
	23	D3 TQ	Technicien en usinage	↔	D3 TQ Mécanique et productique
	23	D3 TQ	Technicien en usinage	↔	D3 P Mécanique : usinage
	23	D3 TQ	Technicien en usinage	↔	D3 P Mécanique : outillage-réglage R
	27	D3 TQ	Technicien plasturgiste R2	↔	D3 TQ Modelage et plasturgie R
	26	D3 P	Armurier R2	↔	D3 P Armurerie R
	26	D3 P	Batelier A-R2	↔	D3 P Batellerie R
	27	D3 P	Carrossier	↔	D3 P Carrosserie
	26	D3 P	Conducteur de poids lourds R2	↔	D3 P Conducteur de poids lourds R
	21	D3 P	Electricien installateur-monteur	↔	D3 P Electricité : équipements industriels
	21	D3 P	Electricien installateur-monteur	↔	D3 P Fine électromécanique R
	23	D3 P	Electroménager et matériel de bureau NP	↔	D3 P Fine électromécanique R
	26	D3 P	Horloger R2	↔	D3 P Fine mécanique-horlogerie R
	26	D3 P	Horloger R2	↔	D3 TQ Micro-technique horlogerie R
	23	D3 P	Mécanicien d'entretien	↔	D3 P Industrie papetière NP
	23	D3 P	Mécanicien d'entretien	↔	D3 P Mécanique : montage-entretien
	23	D3 P	Mécanicien d'entretien	↔	D3 P Mécanique : outillage-réglage R
	23	D3 P	Mécanicien d'entretien	↔	D3 P Mécanique : usinage
	23	D3 P	Mécanicien d'entretien	↔	D3 P Mécanique agricole, hort. & forest. NP
	25	D3 P	Mécanicien garagiste	↔	D3 P Cycles, motos, petits engins NP
	25	D3 P	Mécanicien garagiste	↔	D3 P Mécanique : garage
	26	D3 P	Métallier-soudeur	↔	D3 P Construction métallique soudage
	26	D3 P	Métallier-soudeur	↔	D3 P Mécanique agricole, hort. & forest. NP
°	23	D3 P	Opérateur impression-finition	↔	D3 P Imprimerie R (secteur 6)
3	32	D3 TQ	Dessinateur en construction R2	↔	D3 TQ Dessin de construction et de travaux publics R
	32	D3 TQ	Dessinateur en construction R2	↔	D3 TQ Art et structure de l'habitat
	31	D3 TQ	Technicien des industries du bois R2	↔	D3 TQ Industrie du bois et des matériaux connexes
	31	D3 TQ	Technicien des industries du bois R2	↔	D3 TQ Industrie et art du meuble R
	32	D3 TQ	Technicien en construction et travaux publics	↔	D3 TQ Dessin de construction et de travaux publics R
	32	D3 TQ	Technicien en construction et travaux publics	↔	D3 TQ Travaux publics et construction

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
	34	D3 TQ	Technicien en équipements thermiques	↔	D3 TQ Chauffage, régulation, climatisation R
	34	D3 TQ	Technicien en équipements thermiques	↔	D3 TQ Industrie du froid R (secteur 2)
	34	7e P	Agent spécialisé en étanchéité et isolation	↔	D3 P Etanchéité et isolation R
	61	D3 P	Assistant en décoration (secteur 6)	↔	D3 P Peinture - revêtement de murs et de sols
	35	D3 P	Carreleur - A	↔	D3 P Carrelage-plafonnage
	35	D3 P	Carreleur - A	↔	D3 P Parachèvement du bâtiment
	32	D3 P	Couvreur	↔	D3 P Charpente - couverture R
	32	D3 P	Couvreur	↔	D3 P Installations sanitaires - couverture métallique
	32	D3 P	Conducteur d'engins de chantier R2	↔	D3 P Conducteur d'engins de chantier R
	31	D3 P	Ebéniste R2	↔	D3 Ebénisterie R
	31	D3 P	Ebéniste R2	↔	D3 P Restauration et garnissage R
	34	D3 P	Installateur en sanitaire et en chauffage	↔	D3 P Installations en chauffage central
	34	D3 P	Installateur en sanitaire et en chauffage	↔	D3 TQ Chauffage, régulation, climatisation R
	34	D3 P	Installateur en sanitaire et en chauffage	↔	D3 P Installations sanitaires - couverture métallique
	31	D3 P	Menuisier	↔	D3 P Menuiserie
	31	D3 P	Menuisier	↔	D3 P Bois-PVC-Aluminium R
	33	D3 P	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	↔	D3 P Construction - gros œuvre
	33	D3 P	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	↔	D3 P Tailleur de pierres - marbrier
	33	D3 P	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	↔	D3 P Carrelage-plafonnage
	33	D3 P	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	↔	D3 P Parachèvement du bâtiment
	35	D3 P	Peintre	↔	D3 Peinture - revêtement de murs et de sols
	35	D3 P	Peintre	↔	D3 P Parachèvement du bâtiment
	35	D3 P	Plafonneur - A	↔	D3 P Carrelage-plafonnage
	35	D3 P	Plafonneur - A	↔	D3 P Parachèvement du bâtiment
	31	7e P	Restaurateur-garnisseur S-O	↔	D3 P Restauration et garnissage R
	31	D3 P	Sculpteur sur bois R2	↔	D3 P Sculpture sur bois NP
	33	D3 P	Tailleur de pierre - marbrier R2	↔	D3 Tailleur de pierre - marbrier
4	41	D3 TQ	Employé en hôtellerie et restauration R2	↔	D3 TQ Hôtellerie
	42	D3 P	Boucher-charcutier R2	↔	D3 P Boucherie-charcuterie-traiteur
	42	D3 P	Boucher-charcutier R2	↔	D3 TQ Techniques de la boucherie-charcuterie R
	43	D3 P	Boulangier-pâtissier R2	↔	D3 TQ Techniques de la boulangerie-pâtisserie-chocolaterie R
	43	D3 P	Boulangier-pâtissier R2	↔	D3 P Boulangerie-pâtisserie-chocolaterie-glacierie
	41	D3 P	Commis en cuisine et salle R2	↔	D3 P Hôtellerie-cuisine R
	41	D3 P	Commis en cuisine et salle R2	↔	D3 P Hôtellerie-restauration
	41	D3 P	Commis en cuisine et salle R2	↔	D3 P Hôtellerie-salle R
	41	D3 P	Equipier polyvalent en restauration	↔	D3 P Cuisine et restaurant de collectivité
	41	7e P	Traiteur-organisateur de banquets S-O	↔	D3 TQ Techniques de la boucherie-charcuterie R
	41	7e P	Traiteur-organisateur de banquets S-O	↔	D3 TQ Techniques de la boulangerie-pâtisserie-chocolaterie R

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
5	52	D3 TQ	Agent technique en mode et création	↔	D3 TQ Agent technique en mode et création
	51	D3 TQ	Conducteur de machines de fabrication de produits textiles R2	↔	D3 TQ Techniques de la maille R
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Confection industrielle
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Habillement-vente-retouche
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Lingerie NP
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Tailleur R
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Confection bonneterie NP
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Réalisateur en mode et stylisme NP
	52	D3 P	Agent qualifié en confection	↔	D3 P Décoration et ameublement R
	61	D3 P	Assistant en décoration (secteur 6)	↔	D3 P Décoration et ameublement R
	52	D3 P	Cordonnier - A - R2	↔	D3 P Chaussure-orthopédie R
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Confection industrielle
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Habillement-vente-retouche
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Lingerie NP
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Tailleur R
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Confection bonneterie NP
	52	D3 P	Vendeur-retoucheur	↔	D3 P Réalisateur en mode et stylisme NP
6	61	D3 TQ	Art et structure de l'habitat NP	↔	D3 TQ Art et structure de l'habitat
	61	D3 TQ	Arts plastiques	↔	D3 TQ Arts plastiques
	61	D3 TQ	Arts plastiques	↔	D3 TQ Art et structure de l'habitat
	62	D3 TQ	Technicien en photographie	↔	D3 TQ Arts et techniques visuelles R
	62	D3 TQ	Technicien en photographie	↔	D3 TQ Arts et techniques visuelles appliquées à la photographie R
	23	D3 TQ	Technicien en industrie graphique (secteur 2)	↔	D3 TQ Industrie graphique R
	62	D3 TQ	Technicien en infographie	↔	D3 TQ Techniques publicitaires
	62	D3 TQ	Technicien en infographie	↔	D3 TQ Arts plastiques
	62	D3 TQ	Technicien en infographie	↔	D3 TQ Industrie graphique R
	62	D3 TQ	Technicien en infographie	↔	D3 TQ Arts et techniques visuelles R
	62	D3 TQ	Technicien en infographie	↔	D3 TQ Arts et techniques visuelles appliquées à la photographie R
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Installations et graphismes publicitaires
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Arts appliqués
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Dessin d'exécution et maquettisme R
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Décoration et ameublement R (secteur 5)
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Vente-étalage (secteur 7)
	61	D3 P	Assisstant en décoration	↔	D3 P Décoration d'intérieur
	61	D3 P	Assistant en décoration	↔	D3 P Peinture-revêtement de murs et de sols (secteur 3)
	61	D3 P	Assistant en publicité R2	↔	D3 P Installations et graphismes publicitaires

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
	61	D3 P	Assistant en publicité R2	↔	D3 P Arts appliqués
	61	D3 P	Assistant en publicité R2	↔	D3 P Dessin d'exécution et maquettisme R
	61	D3 P	Assistant en publicité R2	↔	D3 P Vente-étalage (secteur 7)
	64	D3 P	Bijoutier-joaillier R2	↔	D3 P Bijouterie R
	64	D3 P	Graveur-ciseleur R2	↔	D3 P Gravure-ciselure R
	23	D3 P	Opérateur impression-finition (secteur 2)	↔	D3 P Imprimerie R
7	74	D3 TQ	Agent en accueil et tourisme	↔	D3 TQ Accueil-tourisme
	74	D3 TQ	Agent en accueil et tourisme	↔	D3 TQ Langues modernes-bureautique
	71	D3 TQ	Technicien en comptabilité	↔	D3 TQ Comptabilité et informatique de gestion
	71	D3 TQ	Technicien en comptabilité	↔	D3 TQ Technicien de gestion-informatique R
	71	D3 TQ	Technicien commercial	↔	D3 TQ Distribution
	71	D3 TQ	Technicien commercial	↔	D3 TQ Distribution
	71	D3 TQ	Technicien commercial	↔	D3 TQ Langues modernes-bureautique
	72	D3 TQ	Technicien de bureau	↔	D3 TQ Administration R
	72	D3 TQ	Technicien de bureau	↔	D3 TQ Langues modernes-bureautique
	72	D3 TQ	Technicien de bureau	↔	D3 TQ Secrétariat-bureautique
	72	D3 TQ	Technicien de bureau	↔	D3 TQ Technique de gestion-informatique R
	91	D3 TTR	Sciences-informatique	↔	D3 TQ Comptabilité et informatique de gestion
	91	D3 TTR	Sciences-informatique	↔	D3 TQ Technique de gestion-informatique R
	61	D3 P	Assistant en décoration (secteur 6)	↔	D3 P Vente-étalage
	61	D3 P	Assistant en publicité R2 (secteur 6)	↔	D3 P Vente-étalage
	74	D3 P	Auxiliaire de bureau et d'accueil	↔	D3 P Travaux de bureau
	72	D3 TQ	Technicien de bureau	↔	D3 P Travaux de bureau
	74	D3 P	Auxiliaire de bureau et d'accueil	↔	D3 P Monitorat d'accueil R
	71	D3 P	Vendeur	↔	D3 P Vente-étalage
8	91	D3 TQ	Acousticien R2 (secteur 9)	↔	D3 TQ Acoustique appliquée R
°	81	D3 TQ	Agent d'éducation	↔	D3 TQ Techniques sociales
	81	D3 TQ	Agent d'éducation	↔	D3 TQ Education de l'enfance
	81	D3 TQ	Agent d'éducation	↔	D3 TQ Moniteur(trice) pour collectivités d'enfants
	81	D3 TQ	Agent social	↔	D3 TQ Techniques sociales
	81	D3 TQ	Agent social	↔	D3 TQ Sciences sociales appliquées R
	84	D3 TQ	Animateur	↔	D3 TQ Education de l'enfance
	84	D3 TQ	Animateur	↔	D3 TQ Moniteur(trice) pour collectivités d'enfants
	84	D3 TQ	Animateur	↔	D3 TQ Education physique et animation socio-culturelle (secteur 9)
	82	D3 TQ	Aspirant en nursing	↔	D3 TQ Aspirant(e) en nursing
	82	D3 TQ	Aspirant en nursing	↔	D3 TQ Assistance en gériatrie R
	82	D3 TQ	Aspirant en nursing	↔	D3 TQ Education de l'enfance

Sect.	Groupe	Degré	OBG nouvelles	F/f	OBG anciennes
	82	7e P	Assistant en gériatrie S-O	↔	D3 TQ Assistance en gériatrie R
	83	D3 TQ	Esthéticienne	↔	D3 TQ Bioesthétique R
	83	D3 TQ	Esthéticienne	↔	D3 TQ Pédicurie-podologie R
	82	7e P	Pédicure-podologue S-O	↔	D3 TQ Pédicurie-podologie R
	83	D3 TQ	Esthéticienne	↔	D3 TQ Techniques de la coiffure R
	83	D3 TQ	Esthéticienne	↔	D3 P Pédicurie-manucurie R
	83	D3 TQ	Esthéticienne	↔	D3 P Soins de beauté NP
°	92	D3 TQ	Opticien R2 (secteur 9)	↔	D3 TQ Optique-optométrie R
°	92	D3 TQ	Prothésiste dentaire R2 (secteur 9)	↔	D3 TQ Prothèse dentaire R
	81	D3 TTR	Sciences sociales et éducatives	↔	D3 TQ Sciences sociales appliquées R
	81	D3 TTR	Sciences sociales et éducatives	↔	D3 TQ Techniques sociales
	82	D3 P	Puériculture	↔	D3 P Puériculture
	81	D3 P	Auxiliaire familiale et sanitaire	↔	D3 TQ Assistance en gériatrie R
	81	D3 P	Auxiliaire familiale et sanitaire	↔	D3 P Auxiliaire familial(e) et sanitaire
	81	D3 P	Auxiliaire familiale et sanitaire	↔	D3 P Moniteur(trice) pour collectivités d'enfants
	83	D3 P	Coiffeur	↔	D3 P Coiffure
	83	D3 P	Coiffeur	↔	D3 TQ Techniques de la coiffure R
	83	D3 P	Coiffeur	↔	D3 P Pédicurie-manucurie R
	82	7e P	Pédicure	↔	D3 P Pédicurie-manucurie R
	83	D3 P	Coiffeur	↔	D3 P Soins de beauté NP
	83	D3 P	Soins de beauté NP	↔	D3 P Soins de beauté NP
9 °	92	D3 TQ	Acousticien R2	↔	D3 TQ Acoustique appliquée R (secteur 8)
	93	D3 TQ	Assisstant pharmaceutico-technique	↔	D3 TQ Assistance en pharmacie
°	92	D3 TQ	Opticien R2	↔	D3 TQ Optique-optométrie R (secteur 8)
°	92	D3 TQ	Prothèse dentaire R2	↔	D3 TQ Prohèse dentaire R (secteur 8)
	93	D3 TQ	Technicien des industries agro-alimentaires	↔	D3 TQ Techniques sciences
	93	D3 TQ	Technicien des industries agro-alimentaires	↔	D3 TQ Industries agro-alimentaires
	84	D3 TQ	Technicien des industries agro-alimentaires	↔	D3 TQ Chimie appliquée
	93	D3 TQ	Technicien des industries chimiques	↔	D3 TQ Chimie appliquée
	93	D3 TQ	Technicien des industries chimiques	↔	D3 TQ Techniques sciences
	13	D3 TQ	Technicien en environnement (secteur 1)	↔	D3 TQ Techniques sciences
	13	D3 TQ	Technicien en environnement (secteur 1)	↔	D3 TQ Techniques de l'environnement
	84	D3 TQ	Animateur (secteur 8)	↔	D3 TQ Education physique et animation
	84	D3 TTR	Education physique	↔	D3 TQ Education physique et animation socio-culturelle

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1887

[C — 2000/29227]

30 MAART 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs en van de reglementaire bepalingen die op hun programmering toepasselijk zijn

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12 bis, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973, op artikel 28, 3° en op artikel 29, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 19, § 3, op artikel 24, lid 1, 1° en 3°, en op artikel 29;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, inzonderheid op zijn artikelen 2 en 6;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op zijn artikelen 43, 44 en 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op zijn artikelen 19 en 26;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op zijn artikel 13;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot

overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs;

Gelet op het voorstel van de Algemene Raad, vergaderd op 28 oktober 1999;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten op 26 januari 2000;

Gelet op het protocol van 31 januari 2000 van het Sectorcomité IX en het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die samen zitting hielden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 december 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 10 februari 2000 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een termijn van een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2000, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs;

Na de beraadslaging van de Regering,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Artikel 1. In artikel 19 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, wordt § 3 vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, rangschikt de verschillende opties georganiseerd in de studies van het zevende jaar, ingericht op het einde van de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs, in opties :

1° waarvan de toegang beperkt is tot de leerlingen houder van een bijzonder kwalificatiegetuigschrift dat hij bepaalt;

2° waarvan de toegang beperkt is tot de leerlingen houder van een van de kwalificatiegetuigschriften die hij bepaalt;

3° waarvan de toegang open staat voor iedere leerling die geslaagd is voor een zesde jaar van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

De Minister bepaalt eveneens de opties die toegankelijk zijn voor de leerlingen die met vrucht het zesde studiejaar van het technisch doorstromingsonderwijs hebben beëindigd, rekening houdend met het repertorium van de opties vervat in bijlage I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs.

In afwijking van lid 1, worden de leerlingen die met vrucht het zesde studiejaar van het technisch onderwijs in de optie "aspirant nursing" hebben beëindigd en de leerlingen die met vrucht het zesde studiejaar van het beroepsonderwijs hebben beëindigd in de optie "kinderverzorging" toegelaten tot het zevende studiejaar van het beroepsonderwijs in de optie "kinderverzorging".

In afwijking van hetzelfde lid, worden de leerlingen die met vrucht het zesde studiejaar van het technisch onderwijs in de optie "beeldende kunsten" hebben beëindigd, toegelaten tot het zevende studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in de optie "technicus multimedia".

De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, kan de bij de leden 3 en 4 bedoelde leerlingen toelaten tot andere opties die hij bepaalt. Hij kan eveneens toelating verlenen tot opties waarvoor een kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt in naleving van de toelatingsvoorwaarden aan de leerlingen die met vrucht een zesde studiejaar hebben beëindigd in een optie gerangschikt onder NP in het repertorium vervat in bijlage II van voormeld besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993. »

Art. 2. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 3°, wordt aangevuld met de volgende woorden : « wanneer de gevolgde optie overeenstemt met een vormingsprofiel »;

2° § 1, 4°, wordt aangevuld met de volgende woorden : « wanneer de gevolgde optie overeenstemt met een vormingsprofiel »;

3° § 1, 5°, wordt aangevuld met de volgende woorden : « wanneer de gevolgde optie overeenstemt met een vormingsprofiel »;

4° het artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 3. Het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar op het einde waarvan geen kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt, wordt bekrachtigd door een bevoegdheidsattest ter aanvulling van het kwalificatiegetuigschrift dat toegang heeft verleend tot dat vervolmakings- of specialisatiejaar. »

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 3. In artikel 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, punt 8, worden de woorden « 84. Optiek, akoestiek en tandprothese » vervangen door de woorden « 84. Lichamelijke Opvoeding »;

2° in § 1, punt 9, worden de woorden « Lichamelijke opvoeding » vervangen door de woorden « 92. Optiek, akoestiek en tandprothese »;

3° in § 2, worden de woorden « en van de groep "optiek, akoestiek en tandprothese" » ingevoegd tussen het woord « Scheikunde » en de woorden « in sector 9 »;

4° in § 4 worden de woorden « de groepen "paramedische diensten", "optiek, akoestiek en tandprothese" en "sociale diensten en gezinshulp" in de sector "diensten aan de personen" en de groep "scheikunde" in de sector "toegepaste wetenschappen" » vervangen door « de groepen "paramedische diensten", en "sociale diensten en diensten voor gezinshulp in de sector "diensten aan de personen" en de groepen "Scheikunde" en "optiek, akoestiek en tandprothese" in de sector "toegepaste wetenschappen" ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 4. Artikel 27 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het besluit van 14 juni 1993, wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

« § 7. Vóór 31 maart van elk jaar spreekt de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, zich uit, en brengt een gunstig of ongunstig advies uit over de projecten inzake oprichting van strikt voorbehouden opties, waarvoor de zoneraden van de ene of andere aard een gunstig advies hebben uitgebracht. Hij geeft de Minister kennis van zijn adviezen. »

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs

Art. 5. In artikel 5, lid 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs wordt het woord « voorafgegaan » vervangen door het woord « gevolgd ».

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Regering van 11 april 1996, wordt opnieuw ingevoerd in de volgende versie :

« Artikel 6. Strikt voorbehouden opties zijn zij waarvan de oprichting afhankelijk gesteld is van het gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg voor het secundair onderwijs.

In bijlage II zijn de strikt voorbehouden opties die waarvan de benaming gevolgd wordt door de vermelding R². »

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. In bijlage II worden de opties gevolgd door de vermelding A enkel georganiseerd of gesubsidieerd in de vorm van onderwijs met beperkt leerplan, overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan. »

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14. § 1. In de tweede graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs, kunnen vanaf 1 september 2001, in het eerste jaar, enkel de opties die vermeld zijn in bijlage II georganiseerd of gesubsidieerd worden.

§ 2. In de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs, kunnen vanaf 1 september 2001, in het eerste jaar van de graad, de opties niet meer georganiseerd of gesubsidieerd worden die een inrichting zich voorneemt om te zetten in een van de volgende opties :

technicus tuinbouw;

geschoold werkmans tuinbouw;

technicus informatica;

technicus fabricage;

meubelmaker;

bediende hotelwezen en restaurantbedrijf;
 bureautechnicus;
 kinderverzorgster;
 technicus scheikundige bedrijven;
 schrijnwerker;
 polyvalente ploegmaat restaurantbedrijf;
 slager- spekslager;
 haarkapper;
 farmaceutisch-technisch assistent;
 geschoold werkman ruwbouw;
 schoonheidsspecialiste;
 machinebediener voor de fabricatie van textielproducten;
 kinderverzorging.

In het eerste jaar van de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en van het beroepsonderwijs, kunnen enkel de opties die vermeld zijn in bijlage II vanaf 1 september 2002 georganiseerd of gesubsidieerd worden, voor zover de overeenstemmende vormingsprofielen vóór 31 december 2000 werden goedgekeurd. Zo niet, dan wordt de termijn verdaagd tot 1 september van het jaar dat volgt op het jaar waarin het profiel werd goedgekeurd.

§ 3. Dit artikel is niet van toepassing op het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar noch op het zevende jaar ingericht op het einde van de derde graad van het beroepsonderwijs om het getuigschrift voor hoger secundair onderwijs uit te reiken, zonder dat bovendien een kwalificatiegetuigschrift wordt uitgereikt, zolang zij in bijlage II niet worden opgenomen.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, kan, op voorstel van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, in bijlage II de opties invoegen die georganiseerd worden in het zevende studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs of van het beroepsonderwijs, voor zover deze opties een specifiek vormingsprofiel toepassen. »

Art. 9. In bijlage I van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 5 september 1994, worden de woorden « 92. Lichamelijke Opvoeding » en « 92. Sport-Studies R » vervangen door de woorden « 84. Lichamelijke Opvoeding » en « 84. Sport-studies R ».

Art. 10. Bijlage II van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 5 september 1994, wordt vervangen door bijlage I, die bijlage II vervangt.

Art. 11. Bijlage III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 5 september 1994, wordt vervangen door bijlage II, die bijlage III vervangt.

Art. 12. De bijlagen IV en V van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 5 september 1994, worden afgeschaft.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de omzettingen*

Art. 13. De gegroepeerde basisopties georganiseerd of gesubsidieerd in het technisch onderwijs en in het beroepsonderwijs en die niet zijn opgenomen in de bijlagen I en II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs, kunnen omgezet worden om er zich naar te schikken, bij toepassing van de tabel voor omzetting van de gegroepeerde opties in het secundair onderwijs die in bijlage III van hetzelfde besluit wordt vermeld.

De in lid 1 bedoelde omzettingen zijn geen oprichtingen. Daartoe is de indiening van een nieuw dossier om in aanmerking te komen voor de toelagen, niet vereist.

Wanneer er voor eenzelfde gegroepeerde basisoptie verschillende omzettingmogelijkheden bestaan, is er maar een die de bepalingen van lid 2 geniet. Bovendien is het gunstig advies van het betrokken overlegcomité vereist voor de keuze van de optie waarin de optie wordt omgezet.

Art. 14. In het gesubsidieerd onderwijs worden de personeelsleden die benoemd zijn of in vast verband in dienst genomen zijn voor een ambt van leraar beroepspraktijk of technische vakken of technische vakken en beroepspraktijk, wier opdracht tijdens het schooljaar dat aan de omzetting voorafgaat, vakken beroepspraktijk, technische vakken of technische vakken en beroepspraktijk omvatte in een optie die omgezet werd overeenkomstig bijlage III bedoeld bij artikel 11, op hun verzoek, geacht de nuttige ervaring te hebben opgedaan voor de vakken van dezelfde specialiteit georganiseerd in de enige nieuwe optie die voortvloeit uit de omzetting, zelfs indien deze optie een andere vorm heeft aangenomen of bij een andere afdeling behoort.

In het gesubsidieerd onderwijs worden de personeelsleden die benoemd zijn of in vast verband in dienst genomen zijn, wier opdracht tijdens het schooljaar 1999-2000 of tijdens het jaar dat aan de omzetting voorafgaat, vakken omvatte in een optie die omgezet werd overeenkomstig bijlage III bedoeld bij artikel 11, op hun verzoek, geacht de bekwaamheidsbewijzen te bezitten voor het onderwijzen van de vakken van dezelfde discipline of van dezelfde specialiteit die hun zouden worden toegewezen in de enige nieuwe optie die zou voortvloeien uit de omzetting. Zij behouden in de nieuwe benamingen van de opties of de vakken, het genot van hun benoeming of van hun indienstneming in vast verband onder de vorige benaming.

De toepassing van lid 2 mag de personeelsleden die houder zijn van de vereiste bekwaamheidsbewijzen niet benadelen.

De personeelsleden die de gelijkstellingen bedoeld bij de leden 1 en 2 genieten, behouden de weddeschaal die hun was toegekend vóór de omzetting, indien zij gunstiger is dan die waarop zij door hun getuigschriften aanspraak kunnen maken.

Art. 15. Op 1 september 2000, kunnen enkel de opties van het vorig repertorium omgezet worden die nu de opties worden die bedoeld zijn bij artikel 4, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs.

Bovendien is voor de omzettingen bedoeld bij lid 1 het gunstig advies van het betrokken overlegcomité vereist.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. Voor de programmering van opties op 1 september 2000, wordt de vervaltermijn van 1 februari bedoeld bij § 2 van artikel 27 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, verschoven naar 7 april 2000, wordt de datum van 20 februari, bedoeld bij § 3 van hetzelfde artikel, verschoven naar 12 mei 2000, wordt de datum van 31 maart, bedoeld bij § 5, verschoven naar 1 juni 2000, en wordt de datum van 31 maart, bedoeld bij § 7, verschoven naar 30 april 2000.

Art. 17. Op 1 september 2000 kunnen in het eerste jaar van de derde graad enkel de opties geprogrammeerd worden die bedoeld zijn bij artikel 14, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs.

Bovendien worden al de programmeringsprojecten voorgelegd aan het betrokken overlegcomité en kan er geen optie opgericht worden zonder het gunstig advies van dit comité. Daarenboven is voor de strikt voorbehouden opties het gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs vereist.

In afwijking van lid 1, kunnen ook, overeenkomstig lid 2, de opties van de derde graad geprogrammeerd worden die deel uitmaken van het repertorium van de opties bepaald in bijlage II van hetzelfde besluit dat van kracht was vóór de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, hierna "het vorig repertorium" genoemd, wanneer zij het logisch gevolg zijn van de derde graad van programmeringen die tevoren in de tweede graad toegelaten waren. In het programmeringsproject wordt noodzakelijk de optie vermeld van het repertorium van de opties waarin deze optie van het vorig repertorium later zal worden omgezet. Indien de optie waarin de optie van het vorig repertorium wordt omgezet, een strikt voorbehouden optie is, is het gunstig advies van de algemene overlegraad vereist, overeenkomstig artikel 27, § 7, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

In afwijking van lid 1, kunnen ook, overeenkomstig lid 2, de opties van de derde graad geprogrammeerd worden die deel uitmaken van het vorig repertorium, wanneer zij voor het ogenblik georganiseerd of gesubsidieerd zijn in de betrokken inrichting en zij voor de tweede maal onder de behoudsnorm vallen. Desgevallend bevat het programmeringsproject noodzakelijk de vermelding van de optie van het repertorium van de opties waarin deze optie van het vorig repertorium later zal worden omgezet. Indien de optie waarin de optie van het vorig repertorium wordt omgezet, een strikt voorbehouden optie is, wordt het gunstig advies van de algemene overlegraad niet vereist.

Art. 18. Op 1 september 2001, worden al de programmeringsprojecten voorgelegd aan het betrokken overlegcomité en kan er geen optie opgericht worden zonder het gunstig advies van dit comité. Daarenboven is voor de strikt voorbehouden opties het gunstig advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs vereist.

Kunnen ook, overeenkomstig lid 1, geprogrammeerd worden, de opties van de derde graad die deel uitmaken van het vorig repertorium, wanneer zij het logisch gevolg zijn van de derde graad van programmeringen die tevoren in de tweede graad toegelaten waren. In het programmeringsproject wordt noodzakelijk de optie vermeld van het repertorium van de opties waarin deze optie van het vorig repertorium later zal worden omgezet. Indien de optie waarin de optie van het vorig repertorium wordt omgezet, een strikt voorbehouden optie is, is het gunstig advies van de algemene overlegraad vereist, overeenkomstig artikel 27, § 7, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 houdende vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Kunnen bovendien geprogrammeerd worden, overeenkomstig lid 1, de opties van de derde graad die deel uitmaken van het vorig repertorium, wanneer zij voor het ogenblik georganiseerd of gesubsidieerd wordt in de betrokken inrichting en zij voor de tweede maal onder de behoudsnorm vallen. Desgevallend bevat het programmeringsproject noodzakelijk de vermelding van de optie van het repertorium van de opties waarin deze optie van het vorig repertorium later zal worden omgezet. Indien de optie waarin de optie van het vorig repertorium wordt omgezet, een strikt voorbehouden optie is, wordt het gunstig advies van de algemene overlegraad niet vereist.

Desgevallend blijven de leden 2 en 3 van toepassing op 1 september 2002 voor de opties waarvan de vormingsprofielen geen bevestiging door het Parlement vóór 31 december 2000 zouden gekregen hebben.

Art. 19. In afwijking van artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs, krijgen de leerlingen die uiterlijk op het einde van het schooljaar 2000-2001 geslaagd zijn voor het derde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in de optie "technieken slagerij-spekslagerij" of in de optie "technieken haarkappen" of in de optie "technieken bakkerij-banketbakkerij" toelating om het vierde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in dezelfde optie uiterlijk tijdens het schooljaar 2001-2002 te volgen.

De leerlingen die uiterlijk op het einde van het schooljaar 2001-2002 geslaagd zijn voor het vierde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in de optie "technieken slagerij-spekslagerij" of in de optie "technieken haarkappen" of in de optie "technieken bakkerij-banketbakkerij", krijgen toelating om het vijfde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in dezelfde optie uiterlijk tijdens het schooljaar 2002-2003 te volgen.

De leerlingen die uiterlijk op het einde van het schooljaar 2002-2003 geslaagd zijn voor het vijfde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in de optie "technieken slagerijspekslagerij" of in de optie "technieken haarkappen" of in de optie "technieken bakkerij-banketbakkerij-chocoladeproducten", krijgen toelating om het zesde studiejaar van het technisch kwalificatieonderwijs in dezelfde optie uiterlijk tijdens het schooljaar 2003-2004 te volgen.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2000, behoudens artikel 2, waarvan de Regering de inwerkingtreding bepaalt.

Art. 21. De Minister van Secundair Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 maart 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs,

P. HAZETTE